



*pour  
l'emploi*

7 et 8 juillet 2014  
Palais d'Iéna

# Tables rondes



# Sommaire

**Table ronde 1 - salle Eiffel** **P. 2**  
**Amplifier l'action pour l'emploi, en particulier pour les jeunes, les seniors et les personnes en difficulté**

**Table ronde 2 - salle Trocadéro** **P.4**  
**Assurer le passage de l'école à l'insertion professionnelle des jeunes**

**Table ronde 3- salle 225 (niveau 2)** **P.6**  
**Développer un agenda économique et social pour la croissance et l'emploi en Europe**

**Table ronde 4 - salle 243 (niveau 2)** **P.8**  
**Accélérer le retour de la croissance par l'investissement**

**Table ronde 5 - salle 229 (niveau 2)** **P.10**  
**Garantir le pouvoir d'achat par une rémunération équitable**

**Table ronde 6 - salle 249 (niveau 2)** **P.12**  
**Rénover notre politique de santé**

**Table ronde 7 - salle 245 (niveau 2)** **P.14**  
**Le dialogue social dans le processus de réforme de l'action publique**

# Table ronde 1

## Amplifier l'action pour l'emploi, en particulier pour les jeunes, les seniors et les personnes en difficulté

La table ronde sera introduite par François REBSAMEN, ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social. Puis Jean-Marie MARX, facilitateur de la table ronde en présentera les principaux enjeux. L'objectif de la table ronde est d'identifier les leviers d'action pour lutter contre le chômage, en particulier des jeunes, des seniors, et des plus éloignés de l'emploi.

### Introduction de la table ronde

1<sup>er</sup> temps

#### **EMPLOI DES JEUNES ET ALTERNANCE**

Développer l'alternance

Mieux accompagner l'insertion des jeunes dans l'emploi

2<sup>e</sup> temps

#### **EMPLOI DES SENIORS ET RETOUR À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE**

Faciliter le maintien dans l'emploi des seniors

Favoriser le retour à l'emploi pour les chômeurs de longue durée

### Synthèse et méthode

### Conclusion de la table ronde

## Liste des participants à la table ronde :

### **Au titre des organisations syndicales :**

Confédération Générale du Travail (CGT) ;  
Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;  
Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;  
Confédération Française des Travailleurs chrétiens (CFTC) ;  
Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) ;  
Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) ;  
Fédération Syndicale Unitaire (FSU).

### **Au titre des organisations professionnelles :**

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;  
Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;  
Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;  
Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) ;  
Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL) ;  
Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES).

### **Au titre des collectivités territoriales :**

Association des Maires de France (AMF) ;  
Association des Départements de France (ADF) ;  
Association des Régions de France (ARF).

### **Au titre des organismes et institutions intéressés :**

Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie ;  
Assemblée permanente des chambres des métiers et de l'artisanat ;  
Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

## Table ronde 2

# Assurer le passage de l'école à l'insertion professionnelle des jeunes

L'objectif de cette table ronde est d'échanger sur les priorités partagées pour renforcer le lien entre la formation initiale et l'insertion professionnelle des jeunes. La table ronde sera introduite et animée par les ministres. Les débats seront ensuite ouverts par Mme Sandra ENLART, facilitatrice de la table ronde.

La discussion pourra s'articuler autour de quatre temps, avec à chaque fois une brève présentation des constats et des chiffres clefs par la facilitatrice, puis des échanges et une synthèse :

1<sup>er</sup> temps

### **RENOVER LES RELATIONS ENTRE L'ÉCOLE ET LE MONDE PROFESSIONNEL**

Comment davantage associer les professionnels au dispositif de conception et de rénovation des diplômes et mieux corréliser besoins en formation initiale/ besoins en compétences des métiers et des filières ?

Comment accroître la quantité et la qualité des mises en situation professionnelles et diffuser l'esprit d'initiative/d'entreprendre ?

2<sup>e</sup> temps

### **FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE EN ORIENTANT MIEUX, EN VALORISANT L'APPRENTISSAGE, DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF, ET EN LUTTANT CONTRE LES DISCRIMINATIONS TOUT AU LONG DU PARCOURS DU JEUNE**

Comment mieux orienter pour mieux préparer l'accès à l'emploi des jeunes ?

Quels leviers pour affirmer l'apprentissage comme une voie de formation à égale dignité avec la voie scolaire au moment de l'orientation ?

Comment lutter contre les discriminations au moment de l'orientation, du recrutement et dans la suite du parcours du jeune ?

3<sup>e</sup> temps

## **SE MOBILISER POUR LUTTER CONTRE LES SORTIES SANS QUALIFICATION**

Comment mettre en œuvre le « droit à la seconde chance » prévu par la loi de refondation de l'École ?

Comment mieux prévenir et reconnaître les parcours non linéaires ?

### **Liste des participants à la table ronde :**

#### **Au titre des organisations syndicales :**

Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) ;

Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) ;

Fédération Syndicale Unitaire (FSU) ;

Union syndicale Solidaires.

#### **Au titre des organisations professionnelles :**

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) ;

#### **Au titre des organisations de jeunesse :**

Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE) ;

Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) ;

Union Nationale Lycéenne (UNL).

#### **Au titre des collectivités territoriales :**

Association des Régions de France (ARF).

#### **Autres :**

Conférence des présidents d'université (CPU).

## Table ronde 3

# Développer un agenda économique et social pour la croissance et l'emploi en Europe

L'objectif de la table ronde est de formuler des propositions afin d'alimenter le programme économique et social de la future Commission européenne pour les cinq prochaines années et de placer les enjeux de croissance et d'emploi au coeur de l'agenda européen.

La table ronde sera coprésidée par Michel SAPIN, ministre des Finances et des Comptes publics et Harlem DÉSIR, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, et animée par Odile QUINTIN, facilitatrice de la table ronde.

La discussion pourra s'articuler en deux temps :

1<sup>er</sup> temps

### **SOUTENIR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI, EN PARTICULIER L'EMPLOI DES JEUNES**

Soutenir le débat européen sur les politiques de croissance et d'investissement ainsi que leur impact social

Lutter contre le chômage des jeunes en Europe

2<sup>e</sup> temps

### **FAVORISER LES COMPLÉMENTARITÉS PLUTÔT QUE LA CONCURRENCE ENTRE ÉTATS MEMBRES**

Organiser la convergence vers le haut des modèles sociaux

Renforcer le dialogue social européen



## Liste des participants à la table ronde :

### **Au titre des organisations syndicales :**

Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) ;

Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA).

### **Au titre des organisations professionnelles :**

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) - Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA) ;

Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL) ;

Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP).

### **Au titre des collectivités territoriales :**

Association des Régions de France (ARF).

## Table ronde 4

# Accélérer le retour de la croissance par l'investissement

La crise économique et financière a affaibli le potentiel de production de l'économie française. Le sous-investissement et la hausse du chômage, au-delà des effets conjoncturels, ne sont pas sans conséquences sur la trajectoire de long terme de notre économie, que ce soit par le ralentissement de la construction d'infrastructures nouvelles, le déficit d'innovation ou la déqualification des personnes restant durablement sans emploi.

Le propos de cette table ronde est de réfléchir ensemble aux voies et moyens d'un redressement de la France via un effort d'investissement qui doit irriguer tout le système économique et qui devra bénéficier de l'ensemble des canaux de financement pour les entreprises et du soutien aux grands projets d'infrastructures.

### Introduction de la table ronde

#### Exposé de Xavier RAGOT : relancer l'investissement

#### Tour de table

1<sup>er</sup> temps

#### **LE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES**

Lever les freins à l'investissement et moderniser l'appareil productif (exposé introductif)

Donner aux entreprises les moyens d'investir

- ▶ Simplifier les démarches des entreprises
- ▶ Accéder au financement

2<sup>e</sup> temps

#### **LES INITIATIVES DE L'ÉTAT POUR L'AVENIR**

Quel rôle pour l'investissement public ? (exposé introductif)

- ▶ Sélectionner les projets d'infrastructures pour l'avenir
- ▶ Relancer la politique d'investissement en Europe

## **Synthèse de l'ensemble de la table ronde par Xavier RAGOT**

### **Liste des participants à la table ronde :**

#### **Au titre des organisations syndicales :**

Confédération Générale du Travail (CGT) ;  
Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;  
Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;  
Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;  
Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC).

#### **Au titre des organisations professionnelles :**

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;  
Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;  
Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;  
Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) ;  
Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) ;  
Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL).

#### **Au titre des collectivités territoriales :**

Association des Régions de France (ARF) ;  
Association des Maires de France (AMF).

#### **Au titre des organismes et institutions intéressées :**

Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie ;  
Assemblée permanente des chambres des métiers et de l'artisanat ;  
Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

## Table ronde 5

# Garantir le pouvoir d'achat par une rémunération équitable

L'objectif de cette table ronde est de partager des constats et d'échanger sur les priorités en matière de rémunération et de pouvoir d'achat des salariés afin d'élaborer une feuille de route commune.

La table ronde sera présidée par Christian ECKERT, secrétaire d'État chargé du budget et animée par Jean-Christophe SCIBERRAS, facilitateur de la table ronde.

La discussion pourra s'articuler en deux temps :

1<sup>er</sup> temps

### **LA NÉGOCIATION DE BRANCHE, CONSTRUIRE UNE RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE DES SALARIÉS**

Minimas conventionnels et SMIC

Reconnaissance des qualifications et des compétences ; égalité entre les femmes et les hommes ; classifications

2<sup>e</sup> temps

### **RÉMUNÉRATION, PARTICIPATION AUX RÉSULTATS ET ÉPARGNE SALARIALE**

Elargir l'accès au dispositif

Simplification et stabilisation des règles

Mobiliser au service de l'épargne longue et du financement de l'économie

## Liste des participants à la table ronde :

### Au titre des organisations syndicales :

Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC).

### Au titre des organisations professionnelles :

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) - Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA) ;

Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL).

## Table ronde 6

# Rénover notre politique de santé

La table ronde sera introduite par Marisol TOURAINE, ministre des Affaires sociales et de la Santé. Les débats seront ensuite ouverts par Bernadette DEVICTOR, facilitatrice de la table ronde.

### Introduction et tour de table

1<sup>er</sup> temps

#### **LES ÉVOLUTIONS SOUHAITABLES DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ**

Ce premier temps serait l'occasion pour chacun de s'exprimer sur :

- ▶ les principaux défis à relever et les grandes orientations pour notre politique de santé ;
- ▶ les priorités d'action et les principaux leviers à mobiliser pour rénover notre système de santé.

2<sup>e</sup> temps

#### **QUELLE PLACE POUR LES ACTEURS DU MONDE DU TRAVAIL DANS LA POLITIQUE DE SANTÉ ? QUELLE ARTICULATION ENTRE POLITIQUE DE SANTÉ ET SANTÉ AU TRAVAIL ?**

Ce temps pourrait être structuré autour de trois questions :

- ▶ Comment améliorer l'articulation entre santé au travail et santé publique ?
  - ▶ Le monde du travail peut-il jouer un rôle comme lieu de promotion de la santé ?
  - ▶ Quelles pistes concrètes pour favoriser le maintien dans l'emploi des salariés malades ?

## Liste des participants à la table ronde :

### Au titre des organisations syndicales :

Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Confédération Générale du travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) ;

Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA).

### Au titre des organisations professionnelles :

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) ;

Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL) ;

Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES).

## Table ronde 7

# Le dialogue social dans le processus de réforme de l'action publique

La table ronde sera introduite par Marylise LEBRANCHU, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, en présence de Thierry MANDON, secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification, auprès du Premier ministre. Les débats seront ensuite ouverts par Patrick JOUIN, facilitateur de la table ronde. La discussion pourra s'articuler autour de deux temps :

1<sup>er</sup> temps

### **LES ENJEUX DE LA RÉFORME DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE**

Le projet de loi relatif à la nouvelle organisation territoriale de la République

Les clarifications de compétences

La présence des services publics dans les territoires

2<sup>e</sup> temps

### **LA CONCERTATION AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX**

Quelles instances d'échange sur les évolutions de l'action publique ?

Quel dialogue social sur la situation des personnels ?



## Liste des participants à la table ronde :

### **Au titre des organisations syndicales :**

Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Confédération Générale du travail – Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) ;

Fédération syndicale Unitaire (FSU) ;

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) ;

Union syndicale Solidaires ;

Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale (FA-FPT).

### **Au titre des organisations professionnelles :**

Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Union des Employeurs de l'Economie Sociale et Solidaire (UDES).

### **Au titre des collectivités territoriales :**

Association des Maires de France (AMF) ;

Association des Départements de France (ADF) ;

Association des Régions de France (ARF).





